Numéro 99
Mardi
4 mars 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Le texte de la Résolution du Comité directeur • Résultats et commentaires des élections partielles • Chômage : la « solution » de Barre • Menaces sur l'avenir de la recherche publique • A Dublin : les socialistes européens tiennent audience publique pour la défense des consommateurs • La politique familiale : une question écrite de François Mitterrand

Le P.s et les présidentielles
Un choix politique

Le P.s n'est pas saisi de ce mal dont voudraient le soigner tant de bons docteurs qui croient avoir observé dans le corps socialiste, les signes cliniques d'une paralysie psycho-présidentialiste.

L'élection aura lieu dans 15 mois. La désignation du «candidat à la rose» n'interviendra qu'à l'automne ou au début de l'hiver. D'ici là, les socialistes ont autre chose à faire que d'exploiter le nombril de leurs présidentiables. Ou de jouer sur eux au pari couplé. Ou au tiercé. Ou au quarté. Ce n'est pas le moment de fouetter les chats, ni les chevaux, ni les mérinos.

Le seul champ de leur action est celui de la lutte contre la droite au profil giscardien, en rassemblant leurs propres forces, et toutes celles qui peuvent et doivent s'y joindre pour l'emporter le jour venu. Telle est bien la détermination exprimée par la majorité du Comité directeur, samedi, et qui s'est traduite par la résolution que nous publions en page deux.

L'affrontement entre les hommes, prévu par beaucoup de prophètes mal inspirés, n'a pas eu lieu. Ils en éprouvent quelque amertume, semble-t-il, à la lecture ou à l'audition de leurs commentaires désapointés. La plupart d'entre-eux, en effet, ne s'intéressent qu'au socialisme qui se déchire. Quand il va son chemin, il les laisse indifférents.

Cohésion de la majorité

Les débats du C.d n'en ont pas moins été approfondis et instructifs. Ils ont permis de vérifier la cohésion de la majorité du Parti, l'identité des analyses et l'accord sur les conclusions entre tout ceux qui la composent. Ils ont permis de vérifier aussi l'existence de divergences réelles et importantes entre la direction et les minorités qui se sont abstenues sur la motion de politique générale, après que leurs porte-paroles aient exposés au fil de leurs discours, une ligne stratégique nettement différenciée de celle défendue par les orateurs se réclamant des orientations du Congrès de Metz.

Ainsi, l'approbation quasi unanime du Projet socialiste en janvier, ne dissimule plus - un mois et demi après - la permanence d'options qui continue de se poser.

De ce constat une évidence découle qui a été souvent soulignée au cours du week-end : dès lors que subsistent deux analyses et que se définissent deux volontés programmatiques, stratégiques et tactiques distinctes, le choix du candidat socialiste aux élections présidentielles ne pourra être qu'un choix politique et non pas un choix entre les personnes.

Il va de soi que la majorité des socialistes ne pourra pas se reconnaître dans une candidature se situant sur d'autres positions que celles du Parti. C'est seulement dans ces termes que les présidentielles ont été évoquées.

Le jour est encore lointain où il s'agira d'autre chose. Ce jour-là, d'ailleurs, se sont les procédures de consultation démocratique prévues qui seront mise en œuvre.

Le Comité directeur du 1er mars n'avait pas à s'en mêler. D'autant moins que si l'opinion a été publiquement informée par la télévision d'une intention de candidater, les instances du Parti, elles, n'ont pas été saisies.

L'intéressé était absent au Bureau exécutif de mercredi dernier, et présent, mais muet, au Comité directeur.

Georges Fillioud

épinglé

« J'espère que la situation du peuple allemand ne sera jamais tellement mauvaise qu'il en arrive à m'appeler à la chancellerie ».

Franz Josef Strauss

XIe Congrès de l'Union des Partis Socialistes de la C.e.e.
Un nouveau président - Des nouveaux statuts

Le lundi 3 et mardi 4 mars se tient, au Centre Européen du Kirchberg à Luxembourg, le XIe Congrès de l'Union des Partis socialistes de la Communauté européenne.

Ce congrès aura pour thème central : «Contre la droite en Europe, les socialistes». Les trois sous-thèmes suivants seront successivement abordés : «de nouveaux espaces de liberté» introduit par François Mitterrand et Robert Krieps. «La réponse socialiste face à la crise économique» introduite par Joop Den Uyl et Tony Benn «L'Europe facteur de paix» introduit par W. Brandt et Félipe Gonzales.

Seront également examinés les statuts de l'Union, (rapport d'Oscar Debunne) et son programme de travail. Ses nouveaux statuts qui sont présentés par le Bureau unanime donne une nouvelle définition de vue de l'Union. Dans le but de renforcer ce mouvement socialiste tant dans la communauté que dans l'ensemble de l'Europe ; de développer l'information réciproque et la coopération entre les partis ; de s'efforcer de définir les orientations essentielles et les priorités communes sur les principaux problèmes résultant de l'existence des communautés européennes ; de garantir des relations de travail étroites entre les partis membres de l'Union et le Groupe socialiste du Parlement européen ; d'assurer une étroite collaboration et une compréhension mutuelle avec l'international socialiste ; de favoriser les échanges et les contacts avec les organisations syndicales, professionnelles les associations, les coopératives européennes.

Les statuts précisent par ailleurs, «que dans tous les organes de l'Union, le plus large accord possible doit être recherché entre tous les partis membres et que les décisions politiques doivent être prises sur la base du concensus». Ces nouveaux statuts sont conformes à ce que notre Parti souhaitait car ils permettent à la fois de faire de l'Union un instrument d'information et de liaison entre les partis membres sans pour autant lui donner un rôle fédérateur que les différences entre les situations internationales rendraient illusoires, voir dangereuses.

Le Congrès élira un nouveau président de l'Union et examinera les rapports d'activité du président sortant, notre camarade Robert Pontillon et du président du Groupe socialiste de l'Assemblée européenne, notre camarade du Parti socialiste belge Ernest Glinne.

Le bureau de l'Union s'est également mis d'accord à l'unanimité pour présenter au Congrès la candidature de Joop Den Uyl du parti du travail néerlandais P.d.d.a., ancien Premier ministre, comme nouveau président de l'Union.

Résolution adoptée par le Comité Directeur du 1er mars

Le Comité directeur du Parti socialiste a procédé à un examen approfondi de la situation politique, économique et sociale de notre pays.

Les Français subissent les conséquences de l'aggravation de la crise. Le Président de la République, le Premier ministre et le patronat, fortifiés par la division de la gauche, conduisent leur action avec une brutalité accrue : montée du chômage, augmentation record des prix, remise en cause des avantages acquis dans le domaine de la Sécurité sociale, baisse généralisée du pouvoir d'achat.

Dans le même temps les inégalités se sont accentuées, en particulier au détriment des femmes et des jeunes ; les loyers et les charges sociales ont été alourdis ; le gouvernement s'attaque aux mutuelles, accroît les impôts et les cotisations sociales, spolie l'épargne populaire, mulitplie les mesures de démantèlement du secteur public, porte de graves atteintes aux libertés individuelles et collectives.

Depuis quelques semaines le regain de la tension dans le monde entre les deux blocs a été utilisé par la droite pour détourner les préoccupations des Français en tentant de les concentrer sur les seuls problèmes de politique internationale. Mais, pas plus que l'alibi pétrolier, la campagne alarmiste autour du retour à la tension ne saurait masquer la véritable logique mise en œuvre par le capitalisme : reconstituer les profits des principaux groupes multinationaux au détriment des travailleurs, des régions, de l'économie nationale.

Pour faire reculer cette droite sans cesse plus arrogante, relayée par la propagande des médias, le Parti socialiste appelle ses Fédérations et ses militants à développer un très important effort de lutte et de popularisation du Projet socialiste.

Affirmer d'une seule voix une riposte globale à l'offensive de la droite, appuyer nos propositions sur notre capacité de rassemblement populaire, voilà les tâches de l'heure.

Refuser la division

Le Comité directeur a également analysé la situation créée par la politique destructrice des dirigeants du P.c.f. En multipliant les manœuvres et les attaques grossières contre les socialistes, en essayant de justifier l'injustifiable, la direction communiste conforte la droite, prenant le risque de la maintenir au pouvoir.

Les socialistes, conscients de leurs responsabilités devant le payx, refusent de se laisser entraîner dans cette division. Ils rétabliront la vérité en toute occasion et rappelleront, chaque fois que ce sera nécessaire, les véritables causes de la désunion de la gauche.

Les travailleurs, le peuple de gauche, savent bien que les changements nécessaires appellent le plus large rassemblement populaire autour du Parti socialiste.

Fidèle à sa stratégie, le Parti socialiste entend continuer de tout mettre en œuvre pour battre la droite. Il ne saurait y avoir de compromis avec elle. Le désistement républicain est une règle avec laquelle il n'est pas question de transiger.

La volonté de gouverner

Au cours des dernières semaines la question du gouvernement de la France en cas de victoire d'un socialiste aux élections présidentielles a été posée. Il faut réaffirmer clairement dans la fidélité aux décisions de nos Congrès, quels sont nos choix.

1. Il est exclu que les socialistes puissent gouverner avec la droite. Un président socialiste, rejetant le présidentialisme que nous n'avons cessé de condamner, ne pourra faire les propositions nécessaires de transformation de la société française sans dissoudre l'Assemblée nationale, en vue d'obtenir au Parlement et dans le pays l'appui majoritaire nécessaire à la mise en œuvre de cette transformation. Il appartiendra alors au peuple de se prononcer.

2. S'il y a une majorité de gauche, et dans le contexte nouveau qu'il aura réussi à créer, le Parti socialiste proposera comme il y est prêt à tout moment, un contrat de gouvernement à toutes les forces de gauche. Plus large sera l'Union, plus assurée sera l'entreprise.

3. Toujours dans le cas d'une majorité de gauche, si comme en 1936 la direction du P.c.f refusait de prendre ses responsabilités, le P.s prendra les siennes. Il refusera de dire aux travailleurs : «Nous pourrions transformer les choses, mais rentrez chez vous, nous ne voulons pas gouverner».

En quelque hypothèse que ce soit, la condition nécessaire de toute victoire de la gauche est un Parti socialiste fort.

La capacité d'initiative

Dans l'immédiat, le retour à l'espoir pour les travailleurs exige le renforcement du Parti socialiste, de son audience dans le pays, de sa participation aux luttes contre le Pouvoir et le Patronat, particulièrement dans les entreprises, bref de sa capacité d'initiative propre.

La Parti socialiste mobilisera autour de la diffusion et de la popularisation de son projet l'ensemble des sections. Cette campagne nationale sera marquée par plusieurs temps forts dénonçant les inégalités croissantes de la société actuelle.

Le 21 avril, après une vaste campagne une journée d'action menée simultanément dans tous les départements et avec la participation de tous les parlementaires du Parti marquera la volonté des socialistes de sauvegarder la sécurité sociale et avec elle l'égalité de tous devant la santé.

Les 16, 17 et 18 mai, le Parti socialiste rassemblera ses groupes et sections d'entreprise, manisfestant ainsi une volonté de renforcer son implantation et son action dans le monde du travail

Dès les prochains mois, il approfondira sa réflexion sur la défense et la promotion du service public, le rôle de l'Etat, l'étendue et la forme des nationalisations. Il précisera ses propositions concernant le cadre de vie, la protection de l'environnement et la défense des droits de l'homme.

Le projet socialiste pour les années 80 clarifie les données du combat. Il entend poursuivre son action vers la rupture avec le capitalisme. Il récuse la démarche politique dite de consensus dont le véritable ressort est la manipulation de l'opinion. Il rejette la pratique institutionnelle actuelle, et propose un rééquilibrage du pouvoir au profit du législatif. Il développe les grandes réformes prévues : nationalisations, planification démocratique, décentralisation, politique économique de redressement dans la recherche du plein emploi, mesures contre les inégalités, nouveaux droits pour les travailleurs et les citoyens, extension des espaces de libertés, bref l'ensemble des choix conformes au Projet socialiste dans la perspective de l'autogestion qui ne saurait être remise en cause. Il propose de faire de notre pays le creuset de la libération de l'homme et de la femme. Il incarne la volonté de briser l'engrenage de la guerre froide. Il affirme l'exigence autogestionnaire de lutte, de conquête du pouvoir, de transformation de la société, d'indépendance nationale, de recherche de la sécurité, de désarmement et de paix.

La victoire des forces de gauche est possible.

Le comité directeur du Parti socialiste appelle tous les travailleurs et l'ensemble de la gauche à se rassembler autour de lui pour réunir les conditions permettant de battre la droite et de réaliser les changements démocratiques décisifs.

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 Paris - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S. **Imprimerie** : B.P.-Paris

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

ELECTIONS CANTONALES PARTIELLES

Les élections partielles du dimanche 2 mars ne justifient nullement l'optimisme qu'affectent les porte-paroles du pouvoir bien au contraire. La gauche se tient bien et tout particulièrement le Parti socialiste.

A Franconville (Val d'Oise) la gauche reste légèrement majoritaire malgré un fléchissement du P.c.f. Le P.s. améliore son score de 0,5 % alors que cette élection pouvait apparaître comme le troisième tour d'une consultation qui avait opposé précédemment le candidat giscardien et celui du P.c.f.

Il se confirme donc que le Parti socialiste consolide ses positions dans les secteurs populaires de la grande couronne. Dans l'Eure à Ecos, la progression socialiste est spectaculaire, + 17 %, tandis que la droite perd près de 10 points et le P.c.f. près de 8 %.

A Cusset dans l'Allier, l'ancien ministre giscardien Peronnet qui se croyait assuré du triomphe recule de 45 à 38 %. Le candidat communiste qui avait été invalidé gagne 5 %. Le P.s. devait faire face ici à un candidat qui se présentait comme «socialiste indépendant» et qui, ancien maire et ancien candidat au Conseil général, a quitté le Parti à la veille de l'élection. Il n'a conservé que 8 % des voix par rapport au 20 % du précédent scrutin. Le nouveau candidat du P.s. l'a nettement devancé avec 13,6 %.

A Villefranche de Périgord, le candidat de la droite bénéficie de la prime au sortant et est réélu au premier tour, gagnant 5 %. Le P.s. perd 0,5 % et le P.c. perd 9 %.

A Cusset comme à Franconville, le P.s. appelle à voter pour les candidats du Parti communiste : dans les deux cas les candidats de la droite doivent être batus dimanche prochain.

Résultats

Franconville (Val d'Oise)

Inscrits 17.551, votants 9.185, exprimés 9.043. Ont obtenu : Delattre (U.d.f.) 3.474 (38,48 %) ; Brunet (P.c.) 2.710, (29,97 %) ; Demay (P.s.) 1.832, (20,29 %) ; Blondé (R.p.r.) 854, (9,45 %) ; Orget (P.f.n.) 173, (1,91 %). Le Conseiller général (U.d.f.) avait été invalidé.

Cusset (Allier)

Inscrits 13.176, votants 8.224, exprimés 7.997. Ont obtenu : Bardet (P.c.) 3.220, (40,3 %) ; Peronnet (U.d.f.) 3.042, (38 %) ; Mesclier (P.s.) 1.088, (13,6 %) ; Pruner (socialiste indépendant) 647, (8,1 %).

Le conseiller Bardet (P.c.) avait été invalidé.

Villefranche-du-Périgord (Dordogne)

Inscrits 2.210, votants 2.043, exprimés 1.990. Ont obtenu : Martegoutte (maj.) 1.066, (53,5 %), réélu ; Bouyou (P.c.) 629, (31,6 %) ; Dauriac (P.s.) 242, (12,5 %) ; Cocatrix (droite) 53, (2,7 %). Le conseiller (maj.) avait été invalidé.

Ecos (Eure)

Inscrits 6.749, votants 4.411, exprimés 4.350. Ont obtenu : Deschaux-Baume (P.s.) 2.506 voix, élu ; Taillieux (R.p.r.) 1.131 ; Bèche (maj.) 283 ; Lecomte (P.c.) 330. Le conseiller (P.s.) était décédé accidentellement.

CONSOMMATEURS EUROPEENS
Une audition publique à Dublin

A l'initiative des membres socialistes, la Commission de l'Environnement, de la Santé publique et de la Protection des consommateurs de l'Assemblée européenne vient d'organiser une audition publique à Dublin, les 26 et 27 février 1980, sur le deuxième programme d'action à l'égard des consommateurs présenté par la Commission des Communautés européennes. Les socialistes français y étaient représentés par Yvette Roudy et Yvette Fuillet ; aucun membre du P.c.f n'était présent.

Les socialistes entendent à travers ce vaste débat associer pleinement les intéressés au processus de décision, assurer un débat démocratique au niveau communautaire et donner aux consommateurs et aux travailleurs l'occasion de faire connaître leurs besoins et leurs propositions en matière de politique de la consommation.

Les socialistes considèrent que la priorité doit être donnée à la défense du pouvoir d'achat et du niveau de revenu des travailleurs et des consommateurs ; c'est pourquoi ils demandent la mise en place d'un contrôle strict des prix et des pratiques commerciales des sociétés multinationales et s'élèvent contre la décision récente de M. Barre de libérer les prix des produits pharmaceutiques.

Ils ont donc invité la Commission a créer une commission paritaire des prix et procéder à des enquêtes de prix dont les résultats seraient portés à la connaissance des consommateurs.

Par ailleurs, Yvette Fuillet a souligné l'importance du droit à l'information et à l'éducation des consommateurs. Elle a proposé d'instituer une taxe sur les dépenses de publicité des entreprises destinée à financer des mesures d'information et d'éducation.

Yvette Roudy a également condamné l'utilisation de la femme comme l'objet par les publicistes et le caractère sexiste de certaines publicités. Elle invite la Commission a prévoir des possibilités d'intervention pour faire cesser de telles atteintes à la dignité de la femme, comme cela existe pour les publicités racistes.

Parlez de «Riposte» autour de vous
Faites abonner les militants

Rectificatif - Dans notre numéro 96 nous avions écrit que Michel Crépeau était député-maire de Royan, nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes, c'est de La Rochelle que Michel Crépeau est député-maire.

POLITIQUE FAMILIALE
Une question écrite de François Mitterand

François Mittterand appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les graves carences de la politique familiale dans notre pays. Il lui expose que, depuis de nombreuses années, le groupe parlementaire socialiste demande que soit définie, débattue et votée au Parlement, une politique globale de la famille ; politique qui passe non seulement par une réévaluation importante des allocations familiales, mais aussi par une simplification du régime des prestations, une réforme fiscale et la définition d'un projet démographique ambitieux, reposant sur la liberté et la responsabilité des couples.

Or, après le «contrat de progrès en faveur des familles» imaginé en 1970 et réinventé dans le Programme de Provins en 1973, le président de la République, lui-même peu après son élection en 1974, affirmait à la Bourboule que le gouvernement avait décidé de mettre au point une politique globale de la famille.

Toutes ces promesses oubliées les unes après les autres, n'ont abouti qu'à un débat parlementaire au mois de novembre dernier, débat non suivi de vote ni d'engagements gouvernementaux, mais simplement accompagné d'un saupoudrage de mesures souvent en retrait par rapport à ce qui était annoncé.

Il lui demande de bien vouloir faire connaître quand et comment il entend soumettre au Parlement une véritable politique globale de la famille au-delà du rapport - encore un - qu'il vient de commander au conseil Economique et Social sur ce sujet.

BARRE ET LE CHOMAGE
Une déclaration de Jean Poperen

«En tant que maire de Meyzieu et représentant à l'Assemblée nationale de la 13e circonscription du Rhône, j'exprime mon indignation devant les propos tenus hier par M. Barre au sujet du chômage.

«Quand on sait dans une banlieue populaire comme la nôtre le nombre de gens qui passent leur journée à chercher du travail et qui se heurtent au refus des patrons, et au moment où, à Vaulx-en-Velin la direction de Rhône-Poulenc Textile, avec la bénédiction du gouvernement, veut jeter à la rue des centaines d'ouvriers et de cadres, la déclaration du chef du gouvernement est scandaleuse. Elle illustre ses sentiments profonds, son mépris des travailleurs et de la misère des familles de chômeurs.

«Quand on est responsable d'une politique aussi désastreuse, on devrait faire preuve d'un peu de décence ; M. Barre, lui, se fait cynique et provoquant».

Télé-P.S.

BONJOUR LES BOUCHES-DU-RHONE, SECTIONS 001 à 008,

VOICI RIPOSTE, A L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE ... ET ABONNEZ-VOUS !



Croqué



Caisses d'Epargne
L'unité syndicale retrouvée

Les employés des Caisses d'Epargne de Paris ont voté la grève par 396 voix contre 60 et 19 abstentions, vendredi, à l'appel des trois organisations C.g.t, C.f.d.t et syndicat unifié.

A l'origine du mouvement : la décision de la direction de prolonger d'une heure un quart par jour, l'ouverture des bureaux au public (et de prendre cette heure et quart sur le temps réservé aux travaux administratifs) décision que les travailleurs jugent contradictoire avec la politique de réduction du temps de travail. Ils protestent également contre la remise en cause par la direction des avantages acquis lors de la plaine grève de l'hiver 1976, notamment dans l'exercice des libertés syndicales et les conditions de travail.

Lundi, les agences parisiennes étaient fermées. Une Assemblée générale du personnel doit se tenir ce mardi matin pour décider de la suite du mouvement.

Lundi matin, statuant en référé, le tribunal de Paris a refusé de satisfaire à la demande de la direction de faire évacuer les locaux occupés par les grévistes et demandé qu'une réunion ait lieu, le jour même, à 18 heures, entre représentants du personnel et ceux de l'administration.

Nouveaux projets gouvernementaux
La recherche publique en danger

Les projets gouvernementaux sur l'organisation de la recherche publique suscitent les plus graves inquiétudes.

Dans le processus continu qui a amené successivement la réforme, par décrets, des grands organismes de recherche, comme l'I.n.r.a., le C.n.r.s. et l'I.n.s.e.r.m. , le découpage d'organismes récemment créés, comme le C.e.a., le C.n.e.x.o., l'I.r.i.a. ou le C.n.e.s., la réforme des statuts des chercheurs du C.n.r.s. et de l'I.n.s.e.r.m. et maintenant des I.t.a., la question se pose de savoir si l'existence de l'enveloppe recherche, les attributions du secrétaire d'Etat à la Recherche et les fonctions de la D.g.r.s.t. seront modifiées sans consultation des élus du Parlement.

Sur le plan strictement budgétaire, il est certain que de telles mesures ne sauraient favoriser le «redémarage» d'une recherche publique dont les crédits sont en dérive constante depuis plus de dix ans. Il est à craindre au contraire que de telles initiatives tendent à aménager le budget de manière à privilégier des secteurs dits «prioritaires» sous l'angle d'une plus grande rentabilité au détriment de la recherche de base, réduite à la portion congrue depuis des années, malgré toutes les déclarations d'intentions du Gouvernement.

Ce qui est plus grave encore, c'est la méconnaissance profonde de la fonction de recherche que traduisent ces projets. Il est maintenant démontré en effet que ce n'est pas à coups d'injections de crédits dans un créneau «d'actualité» que l'on trouve la solution à un problème. Les millions de dollar du «Plan Nixon» consacrés il y a quelques années par les Etats-Unis à la recherche du cancer sont là pour le prouver.

Par ailleurs il est vain de penser que l'on peut d'un trait de plume couper artificiellement la recherche dite «libre» ou fondamentale d'une recherche appliquée qui serait seule productrice d'innovations. On ne peut ignorer en effet que c'est de la recherche purement fondamentale que naissent les résultats les plus rentables technologiquement. Citons pour exemples les Rayons X, les transistors, l'étude des vibrations conduisant à l'échographie, l'étude si fructueuse des semi-conducteurs.

L'invention naît du développement continu des connaissances. On ne peut confondre recherche et application industrielle car seule la première, si les scientifiques en dirigent eux-mêmes la mise en œuvre et le déroulement, peut déboucher sur des découvertes.

On ne manipule pas la communauté scientifique, on n'oriente pas la production de résultats à coups de crédits, de décrets, de décisions ministérielles alors que la fonction de recherche requiert expérience, connaissances et enthousiasme.

C'est la vie de la recherche elle-même qu'on risque de détruire et du même coup l'avenir scientifique de notre pays et son développement industriel et technologique. Jean-Pierre Chevènement a posé une question écrite à ce sujet.

Bulle

«Très grand savant. Presque un superman». Cette flatteuse appréciation figure sur les fiches anonymes établies par M. Robert Graham, homme d'affaires californien.

Ces fiches concernent les hommes «exceptionnellement intelligents», tous prix Nobel, qui ont accepté de donner un peu de sperme pour féconder, par insémination artificielle, trois femmes «d'une intelligence exceptionnelle». Le but de M. Graham, qui patronne l'expérience : démontrer, par les faits, que l'intelligence est héréditaire.

L'idée n'est pas neuve et elle a déjà fait les beaux jours des «polémiqueurs» en mal de sujet. Autres sujets possibles : le sexe des anges, les nombrils d'Adam et Eve, l'œuf et la poule ou la poule et l'œuf...

Dans les faits, mais c'est un hasard, l'extrême droite planétaire - et notamment les scientifiques nazis - s'est essayée à la sélection.

On ignore si M. Graham est marié. Si Mme Graham il y a et si elle très intelligente, leurs enfants ont, d'après les théories avancées, une chance de se situer dans la moyenne.

Car pourquoi se limiter à l'hérédité de l'intelligence ? En France, Spanghéro et la Mère Denis donneraient au choix un super-rygbyman ou une monumentale lavandière ; Lecanuet et Denise Fabre auraient des gosses particulièrement télégéniques et toujours souriants, etc...

Chacun peut d'ailleur s'amuser à ce jeu idiot en formant des couples de géniteurs inattendus... mais «utiles».

Car à quoi pourrait bien conduire de «marier» Guy Drut et Mireille Mathieu sinon à «produire» des enfants qui courrent vite en sautant les haies et en chantant fort !

Résumées

Les week-ends de l'auto-défense (suite)

Les chevrotines de l'auto-défense ont encore parlé ce week-end. Bilan : un mort et un blessé grave.

A Pontoise, c'est un grand père de quatre vingts ans qui a abattu d'un coup de fusil de chasse son petit fils coupable de s'être livré nuitamment à quelques facéties sous ses fenêtres.

A Saint-Maurice, Val de Marne, une gérante de bistrot a rattrappé sur le trottoir Jean-Marc Grimaud, 27 ans, qui quittait l'établissement après une altercation avec un groupe de consommateurs, et l'a envoyé à l'hôpital d'une giclée de plombs de chasse.

Plogoff : neuf Bretons incarcérés

Les habitants de Plogoff et des communes avoisinantes ayant manifesté une fois de plus leur refus du tout-nucléaire, et les pouvoirs publics leur volonté de les «informer objectivement hors de tout climat passionnel» des projets d'implantation d'E.d.f, la tension est encore montée d'un cran ce week-end. Et devant l'entêtement des manifestants, plus nombreux que jamais, les forces on a décidé, semble-t-il, de frapper un grand coup : neuf arrestations.

Neuf Bretons de Plogoff et des environs sont maintenant détenus à la prison de Quimper où ils attendront (probablement jusqu'à jeudi) d'être jugés en audience de flagrant-délits aux termes de la loi anti-casseurs... Résultat : appel lancé pour une manifestation de masse à Quimper jeudi, et encore plus de monde attendu à Plogoff en fin de semaine.

Commentaire d'un habitant du village : «La Bretagne ressemble de plus en plus à la Corse...». Et l'enquête d'«utilité publique» est censée se poursuivre jusqu'au 15 mars...

Usinor : bureaux occupés

Les grévistes occupaient ce week-end les bureaux de la direction des Hauts-Fourneaux d'Usinor à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) après la mise au chômage technique de deux mille personnes.

La C.f.d.t dénonce l'attitude d'obstruction de la direction générale parisienne après l'échec total de la dernière «concertation» et a déposé plainte devant le conseil des Prud'hommes pour décision illégale de lock-out.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois